



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Charbon

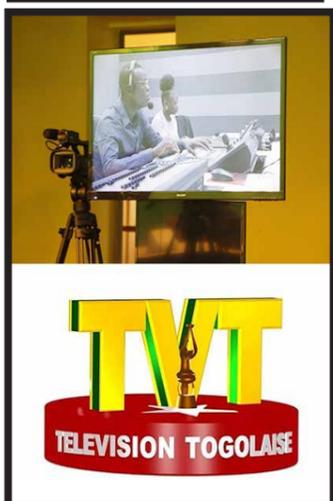
La Grèce veut diminuer sa dépendance au gaz russe

La Grèce va doubler sa production de lignite (charbon) pour les deux prochaines années afin de diminuer sa dépendance au gaz russe, a annoncé jeudi le porte-parole du ... • (Page 08)

Covid-19

Hongkong défend une suspension temporaire des vols

La cheffe de l'exécutif de Hongkong, Carrie Lam (photo), ... • (Page 08)



Distinction de la Coopérative EMS de l'Union postale universelle • (Pages 03)

EMS-TOGO, lauréat « Bronze » 2021



• KWASI Kwadzo Dzodzro, Directeur Général de la Société des Postes du Togo

Audiovisuel

Un Comité de direction assure la gestion de la TVT

Tribune

« Repenser la souveraineté numérique à l'ère post-Covid »

La transition numérique a permis à l'Afrique, malgré une forte ... • (Page 02)

Assemblée nationale

Des élèves au contact de l'activité parlementaire

Le siège de l'Assemblée nationale à Lomé a reçu ce mercredi 6 avril 2022, la visite des élèves venus du Complexe scolaire Saint Jean Paul II ... • (Page 04)

3ème Assemblée générale de l'alliance Sahel

Pour le renforcement des interventions au bénéfice des populations

Les représentants de l'Alliance et de ses partenaires se sont réunis à Madrid, sous la présidence du Ministre espagnol ... • (Page 06)

Grands marchés du Togo

L'ATFS lance un projet à l'endroit des femmes commerçantes

L'Association Togolaise « Femmes et Sida » (ATFS) en partenariat avec le Fonds de ... • (Page 11)

FONI 2022

FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION
DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION
INTERNATIONAL FORUM FOR INTERMEDIATION
DIGITAL AND INNOVATION

Du 28 au 29 Avril 2022
à l'Hôtel 2 Février à Lomé au Togo

foni.afrikcreances.com



Tribune

« Repenser la souveraineté numérique à l'ère post-Covid »

(TRIBUNE) - La transition numérique a permis à l'Afrique, malgré une forte récession, d'absorber une partie du choc provoqué par la pandémie, principalement dans les services. Cette résilience numérique de l'Afrique a mis au jour de nouvelles perspectives de développement pour l'Afrique mais aussi de nouveaux risques de sécurité et de souveraineté liés au cyberspace.

Plus la connectivité et la pénétration numérique progressent en Afrique, plus les risques liés à la sécurité et la confidentialité des données s'affirment comme vitaux. Il s'agit d'un horizon aujourd'hui quasiment incontournable car les promesses de développement économique liées à la révolution numérique sont une chance historique pour l'Afrique. Malgré de grands écarts entre les pays, mais aussi entre les campagnes et les villes, l'augmentation de la couverture numérique en Afrique est un fait (entre 30 et 40% de la population du continent). Elle a eu un impact décisif sur le secteur des services en dynamisant largement, entre autres, le commerce en ligne, le paiement mobile dont l'Afrique est aujourd'hui un leader mondial ou la dématérialisation des services de l'Etat (fiscalité, gestion des finances, transparence, etc.). Mais si la pandémie a stimulé les usages du numérique sur le continent africain, la crise a aussi dévoilé les nombreuses vulnérabilités liées au cyberspace. De facto, l'Afrique souffre de nombreuses lacunes en cybersécurité, ce qui fait peser de lourdes menaces sur la protection et la confidentialité de ses données citoyennes et souveraines, sans compter la multiplication des cyberattaques (hameçonnage, logiciels malveillants, vol d'identifiant, etc.) sur les institutions, les citoyens ou



les entreprises. Celles-ci ont effectivement été particulièrement exposées du fait de la généralisation du télétravail.

Cybersécurité et souveraineté

Le cyberspace n'est pas qu'une réalité immatérielle. Il dépend de chaînes de valeur physiques (infrastructures réseaux, stockage des données, alimentation) mais aussi d'écosystèmes technologiques et humains complexes. Dans cette optique, la pandémie de covid-19 a eu un effet électrochoc. En perturbant les chaînes d'approvisionnement mondiales dans de nombreuses filières, elle a rappelé que le cyberspace en était lui aussi tributaire.

Or, les pays africains, qui ne disposent au total que d'1% des capacités de stockage mondial, n'ont pas la maîtrise de leurs données souveraines. Celles-ci sont pour la plupart délocalisées dans des Data Centers étrangers, ce qui implique des risques importants sur la confidentialité des données, voire sur leur disponibilité en cas

de rupture des frontières numériques. La relocalisation de ces données doit donc aujourd'hui devenir une priorité pour les pays du continent. Cet objectif ne pourra faire l'économie d'une stratégie globale. Elle devra prendre en compte des impératifs techniques (stabilité de l'approvisionnement électrique, amélioration de la connectivité) mais aussi humains, via la formation de personnel africain qualifié. La démarche ne pourra être qu'étatique ou inter-étatique et en associant la sphère privée à chaque étape. Le continent n'est, à ce titre, pas dépourvu d'atouts. Selon le FMI, l'Afrique détenait près de 600 pôles technologiques en 2020 : une augmentation de 40% par rapport à 2019 qui illustre un certain dynamisme. Les initiatives panafricaines semblent aussi aller dans ce sens. En témoignent, par exemple, le succès du symposium sur la cybersécurité dans la sous-région ouest-africaine, qui s'est déroulé en septembre 2021, ainsi que la tenue prochaine du Cyber Africa Forum, en mai 2022 à Abidjan.

AUX DECIDEURS...

UEMOA : l'intégration à l'épreuve de la vie chère

Les économies mondiales subissent durement les chocs engendrés par les mesures de restrictions extrêmement sévères qui avaient été généralisées dans la stratégie de lutte contre Covid-19. Alors que la reprise économique s'annonce et que les perspectives de croissance sont encourageantes, l'Afrique de l'Ouest est confrontée comme beaucoup d'autres régions dans le monde à une augmentation substantielle des prix des produits de première nécessité et de grande consommation.

Si dans l'ensemble, les citoyens admettent que les produits importés soient enchéris du fait de l'augmentation des tarifs du fret et d'autres facteurs exogènes non maîtrisables, ils comprennent moins la spéculation exagérée et entretenue dans le commerce des denrées alimentaires produits localement.

Le prix du maïs, pour ne prendre que ce cas, a pourtant connu une production excédentaire dans certains pays, tels que le Togo et le Bénin, nonobstant les aléas climatiques. Il y avait de quoi assurer la sécurité alimentaire dans ces pays où le maïs est un aliment de base. Sauf que leurs voisins ne sont pas logés à la même enseigne.

Dans l'analyse de la surenchère des produits vivriers, les ministres des finances des deux pays désignent expressément les voisins comme étant l'une des causes du problème.

Le Nigeria qui vient puiser dans les stocks du fait de la hausse excessive des prix dans ce pays de plus de 206 millions d'habitants ; le Niger qui a des besoins importants du fait de la chute de la production (plus de 40% en deçà de la demande nationale) et le Burkina Faso, tous deux en proie au terrorisme, qui occasionne des déplacements de population et perturbe gravement toute activité de production.

Pour toutes ces raisons, le Togo et le Bénin ont décidé d'instaurer des contrôles dans le but d'empêcher la sortie de leur territoire des produits vivriers et d'anticiper sur celle des intrants subventionnés à grands frais. Une façon aussi pour ces pays de ne pas dilapider les fonds mensuels de subvention du coût d'accès à l'essence et au gas-oil à la pompe et, plus généralement les dizaines de milliards investis pour soutenir le pouvoir d'achat des citoyens.

Mais alors, quid de l'intégration ?

La question est importante, eu égard aux perspectives affirmées dans les dispositions du paragraphe 2, article 77 b, du Traité modifié de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine qui recommande que... les États membres s'abstiennent... "d'introduire entre eux de nouvelles restrictions quantitatives à l'exportation ou à l'importation ou des mesures d'effet équivalent, ainsi que de rendre plus restrictifs les contingents, normes et toutes autres dispositions d'effet équivalent".

Dans la progression vers les objectifs d'intégration qui suppose la libre circulation des marchandises, il faut reconnaître que nous sommes loin du compte.

Anicet Carlos OKE

Deloitte

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Distinction de la Coopérative EMS de l'Union postale universelle

EMS-TOGO, lauréat « Bronze » 2021

Express mail service-TOGO (EMS-TOGO) fait partie des gagnants des prix de la coopérative EMS 2021 de l'Union postale universelle. Lauréat « Bronze », EMS-TOGO intègre un groupe restreint d'opérateurs qui ont tous fourni des niveaux de service élevés à leurs clients.

• Joël YANCLO

Une distinction de l'Union postale universelle (UPU) au service EMS-TOGO pour la qualité de ses prestations. En effet, la Coopérative EMS a décerné en mars 2022, un prix au service EMS-TOGO. Après évaluation des performances sur le plan de la qualité de service, EMS-TOGO est lauréat du niveau « Bronze » du Prix de la Performance pour l'année 2021. EMS-TOGO est ainsi classé au 11ème rang mondial sur les 198 opérateurs qui sont membres de la Coopérative EMS. Il est à rappeler que la Coopérative EMS décerne les prix Or, Argent et Bronze aux opérateurs qui fournissent un excellent service EMS pour les partenaires mon-

diaux du réseau de livraison EMS. La Coopérative EMS est un organe de l'Union postale universelle (UPU) dont les membres travaillent ensemble pour fournir le courrier accéléré, le produit postal transfrontalier le plus rapide. La Coopérative EMS promeut la coopération entre ses postes membres afin de fournir, afin de fournir aux clients, un service de courrier express, compétitif et de haute qualité dans le monde entier. Pour mémoire, EMS-TOGO est membre de la coopérative EMS et à déjà reçu pour l'année 2018, une distinction de la coopérative pour l'excellence de son service à la clientèle.

L'excellence pour le service EMS en 2021

La fiabilité, la rapidité



© KWASI Kwadzo Dzodzro, Directeur Général de la Société des Postes du Togo

et l'abordabilité, sont les pierres angulaires du produit Express Mail Service (EMS). EMS est le produit

postal transfrontalier le plus rapide avec le plZe chaque citoyen et entreprise. Les postes s'adaptent constamment pour s'assurer que l'EMS répond aux attentes des clients, et de nombreux opérateurs EMS, réussissent au milieu d'une pandémie mondiale qui a mis à l'épreuve l'industrie. 2021 s'est avéré être une année exceptionnelle. Néanmoins, de nombreux membres de la coopérative EMS sur le chemin de la reprise ont pu prospérer, malgré des condi-

tions difficiles, les membres EMS ont travaillé pour offrir l'excellence du service à leurs clients en fournissant un service de haute qualité en termes de performance globale et de service client. La Coopérative EMS est donc ravie d'annoncer les gagnants des prix de la coopérative EMS 2021 - un groupe restreint d'opérateurs membres qui ont tous fourni des niveaux de service élevés à leurs clients. Chaque année, la Coopérative EMS

récompense la qualité en récompensant les opérateurs EMS exceptionnels avec deux catégories de prix : les EMS Performance Awards et les EMS Customer Care Awards.

Lauréats des prix de performance EMS 2021

La coopérative EMS décerne les prix Or, Argent et Bronze aux opérateurs qui fournissent un excellent service EMS pour les partenaires mondiaux du réseau de livraison EMS. Or : El Salvador. Argent : Japon, Kiribati, Macao (Chine), Myanmar, Qatar, Singapour, Ukraine, Émirats arabes unis, Viet Nam. Bronze : Maldives, Togo.

Lauréats du service client EMS 2021

Les lauréats du prix du service client EMS 2021 (classement basé sur la qualité de la réponse du service client) sont : Bahreïn, Chine (Rép. pop.), Emirats Arabes Unis, Macao (Chine), Qatar, Maurice, Singapour, Algérie, Ghana, Slovaquie, Égypte, Cambodge, Lettonie, Vietnam, Norvège, Bhoutan, Madagascar, Cap-Vert, Géorgie, Bénin, Arabie Saoudite.



Afrique

Togo et Ghana, les nouveaux refuges des djihadistes au Sahel

Le Togo et le Ghana deviennent à leur tour des pays ciblés par les groupes djihadistes qui parviennent à y recruter de jeunes combattants.

C'est ce qui ressort d'une étude intitulée "La menace djihadiste dans le nord du Ghana et du Togo" conduite par la fondation allemande Konrad Adenauer et publiée ce mercredi (06.04). Le document insiste sur le fait qu'au-delà du Sahel, ce sont aussi les pays côtiers qui sont touchés par l'insécurité. Voisins du Burkina Faso, où les attaques djihadistes se multiplient depuis plusieurs années, le Togo et le Ghana étaient jusque-là épargnés. Mais ce n'est plus le cas. Le nord de ces deux pays est devenu un refuge facile pour les groupes armés. Mal contrôlé par l'Etat, il a longtemps servi de transit pour les trafiquants de drogue. C'est aussi une zone de conflits communautaires.

Ces derniers temps, selon Florent Geel de Promediation, une ONG française qui a participé à cette étude, les activités des groupes djihadistes touchent désormais le nord du Ghana. "Il y a probablement des implantations de groupes armés djihadistes dans le nord du Ghana. On sait également qu'un nombre non négligeable de Ghanéens sont partis faire le djihad. Ils sont formés et sont aujourd'hui au sein de différents mouvements et groupes qui composent les mouvements des djihadistes présents au Sahel. C'est une évaluation que nous avons réalisée sur la base notamment de témoignages du porte-parole de l'Etat Islamique." Selon cette étude, plus de 200 jeunes Gha-



néens se répartissent dans des groupes comme Ansar al-Islam présent au Burkina Faso et au Mali, ou encore le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM). Mais le Togo est aussi l'un des pays où les djihadistes recrutent et en réponse, l'Etat a renforcé sa présence mili-

taire sur la frontière nord du pays.

Déni des autorités

Ce pays a aussi mis en place des projets de développement comportant des services de base dont manquait la population, afin de dissuader les jeunes de rejoindre les

groupes terroristes. Mais la tendance à nier ou à sous-estimer le danger djihadiste dans ces pays a nui à la réponse des pouvoirs publics, selon Bakary Sambe, directeur régional du Timbuktu Institute, un think tank qui travaille sur le radicalisme religieux en Afrique : "Il y

avait une tendance dans la région ces derniers temps, au sein des institutions de recherche, à nier complètement l'aspect djihadiste de cette violence et de vouloir expliquer tout ce qui se passe dans le Sahel avec une forme d'analyse criminologique en parlant de groupes criminels, de trafiquants, en disant qu'il n'y a plus de djihadisme, ni d'idéologie." Les groupes djihadistes opérant dans le nord du Ghana et du Togo se financent en grande partie grâce à l'exploitation des mines d'or de la région, mal contrôlées par l'armée ou la police, révèle enfin l'étude de la Fondation Konrad Adenauer.

Avec dw.com

Audiovisuel

Un Comité de direction assure la gestion de la TVT

En attendant la nomination en Conseil des ministres d'un nouveau Directeur général, la TVT, est gérée par un Comité de direction sous la responsabilité du ministre, indique un communiqué de presse du Ministère de la Communication et des Médias, en date du jeudi 07 avril 2022.

● Vivien ATAKPABEM

Le processus de modernisation des médias publics au Togo évolue vers la nomination du conseil d'administration de la Radio et Télévision du Togo (RTVT). Son Directeur général sera recruté dans les meilleurs délais, sur appel à candidatures, par le conseil d'administration. La direction de la TVT étant une direction centrale placée sous l'autorité du Ministère de la Communication et des Médias (Décret N°2012-006/PR du 7 mars 2012 portant orga-



nisation des départements ministériels), et dans le souci d'éviter la multiplication des nominations de directeur, le Ministère assure la gestion des affaires courantes en vue

de garantir la continuité du service public, le temps du recrutement du DG de la RTVT. La TVT en obtiendra plus d'autonomie administrative et financière.



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DES MÉDIAS

COMMUNIQUE DE PRESSE

Gestion des affaires courantes à la TVT

Lomé, le 07 avril 2022 - A la suite des rumeurs et des articles faisant état de ce que le Prof. Akodah AYEWOUDAN, ministre de la communication et des médias aurait pris la direction par intérim de la Télévision Togolaise (TVT), le ministère de la communication et des médias tient à apporter la clarification suivante :

Les informations selon lesquelles le ministre de la communication et des médias serait le directeur général par intérim de la TVT relèvent d'une manipulation.

La Télévision Togolaise et l'ensemble des radios publiques font l'objet d'un processus de modernisation devant aboutir à leur gestion commune par le nouvel établissement public dénommé Radio et Télévision du Togo (RTVT).

A l'étape de la nomination des membres du conseil d'administration de cette entité, l'actuel directeur par intérim de la chaîne publique nationale, admis à la retraite, a demandé, pour des raisons personnelles, à être déchargé de ses fonctions. Le ministre de la communication et des médias a accédé à sa demande en début de semaine.

En attendant la nomination en conseil des ministres d'un nouveau directeur général, la TVT, qui est encore une direction sous tutelle du ministère (décret N°2012-006/PR du 7 mars 2012 portant organisation des départements ministériels), est gérée par un comité de direction sous la responsabilité du ministre.

La mise en place de ce comité, chargé d'assurer la gestion des affaires courantes, le temps de l'opérationnalisation de la RTVT, permet d'éviter la multiplication des nominations de directeurs par intérim.

Le déploiement de la RTVT, pour rappel, achèvera la mutation des médias d'Etat en médias de service public. La TVT en obtiendra plus d'autonomie administrative et financière.

Un principe cardinal du journalisme postule qu'une information doit être vérifiée et recoupée avant diffusion.

Contact Presse : +228 90235124
presse@communication.gouv.tg

Assemblée nationale

Des élèves au contact de l'activité parlementaire

Le siège de l'Assemblée nationale à Lomé a reçu ce mercredi 6 avril 2022, la visite des élèves venus du Complexe scolaire Saint Jean Paul II et de la Bonne Semence. La visite a été effectuée dans le cadre des manifestations inscrites au programme des activités culturelles.

● Nicole ESSO

Pour la première fois, ces élèves ont découvert l'Assemblée nationale et ont été séduits d'abord par l'architecture de la représentation nationale puis par les divers locaux et bureaux. La visite s'est déroulée sous l'encadrement d'une équipe technique. Les élèves ont eu droit à une présentation de l'Assemblée nationale et des 91 députés qui y siègent. Elle leur a permis de véritablement prendre connaissance de la maison des élus du peuple notamment les textes régissant le fonctionnement de l'Assemblée nationale, ses missions et attributions. Les structures organiques du temple de la démocratie à savoir le bureau, la conférence des présidents, les commissions permanentes, les sessions et séances plénières ont fait également objet de présentation. Par ailleurs les structures fonctionnelles en l'occurrence la direction du cabinet et le secrétariat général sans oublier le circuit d'étude et de vote des lois ont été aussi



passés en revue permettant ainsi aux visiteurs de s'imprégner du travail parlementaire. Les hôtes du jour ont salué la qualité de l'accueil qui leur a été réservé et surtout admiré la disponibilité de la représentation nationale. « Nous organisons des visites chaque année et il est important de souligner la qualité de l'accueil qui nous est réservé cette fois-ci par les autorités de l'Assemblée nationale. Cette visite a été enrichissante car nous avons découvert l'Assemblée nationale et appris beaucoup sur son fonctionnement », a confié l'un des responsables. « Je suis très content parce que c'est la première

fois que mes parents m'ont donné l'occasion d'aller à l'excursion et j'ai la chance de visiter l'Assemblée nationale. Nous avons suivi une présentation sur l'Assemblée nationale et j'ai appris qu'il y a 91 députés à l'Assemblée nationale dont 17 femmes », a laissé entendre Aimée Ayaba Amégninou, élève au Complexe scolaire Saint Jean Paul II. Cette visite des élèves au parlement traduit l'ouverture de la représentation nationale à la population et surtout la vision déclinée dans son plan stratégique, celle d'être une Assemblée nationale ouverte et accessible à tous les citoyens.

Africa Talents Awards 2021

le Crypto-entrepreneur togolais Donaldson Sackey s'adjuge 3 prix

Nominé dans quatre catégories, le jeune entrepreneur togolais Donaldson Sackey a remporté récemment trois prix aux Africa Talents Awards 2021, une initiative de l'entreprise « Incantation groupe », dont le but est de célébrer « l'excellence africaine ».

Précisément, l'ex-international togolais et PDG de la fintech Timeless Capital, est sacré meilleure innovation africaine avec sa crypto-monnaie Timeless Capital Coin, meilleur entrepreneur, et meilleur talent de la diaspora. Ces trois prix, selon l'ex-joueur, sont des récompenses « qui honorent son travail en Afrique ». Notons que le jeune entrepreneur togolais, a pris en juillet 2021, des participations dans la startup Blin et possède plusieurs entreprises en Europe et en Afrique. S'agissant d'Africa Talents Awards, c'est un évé-



nement soutenu par l'Union Africaine et l'Organisation des Nations Unies pour la Science, l'Éducation et la Culture (UNESCO), au cours

duquel, un ensemble de distinctions honorifiques sont attribuées aux personnalités et jeunes talents africains.

Avec Togo First

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

Référence	Description	Date de clôture
RFP-01	AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UNE SOCIETE DE MEDIAS POUR LA CONCEPTUALISATION ET LA PRODUCTION D'UN DOCUMENTAIRE D'ENTREPRISE ET D'UNE VIDEO POUR LES INVESTISSEURS DE LA BIDC	13 avril 2022 à 10h00 (TU)

Contexte

La **Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC)** est une banque régionale d'investissement et de développement de premier plan, basée à Lomé, en République togolaise. Au cours des quatre dernières décennies, la BIDC a investi environ 2,8 milliards de dollars US dans des programmes de développement inter et intrarégionaux portant sur diverses initiatives dans les domaines des infrastructures et des équipements de base, du développement rural et de l'environnement, de l'industrie, dans les secteurs sociaux et des services. Les interventions de la BIDC se présentent sous forme de prêts à long, moyen et court terme, de prises de participation, de lignes de crédit, d'activités de refinancement, d'opérations et de services d'ingénierie financière.

A ce titre, certains des principaux objectifs de la BIDC sont les suivants :

- accorder des prêts et garanties pour le financement de projets et programmes d'investissement relatifs au développement économique et social des Etats membres
- mobiliser à l'intérieur et hors de la communauté des ressources destinées au financement de ses projets et programmes d'investissement ;
- fournir l'assistance technique qui peut être nécessaire au sein de la communauté pour étude, la préparation, le financement et l'exécution de projets et programmes de développement ;

La vision de la BIDC est d'être la première institution régionale de financement de l'investissement et du développement en Afrique de l'Ouest et un instrument efficace de lutte contre la pauvreté, de création de richesse et de promotion de l'emploi en vue du bien-être des populations de la région.

Elle s'est assignée pour mission d'aider à la création des conditions permettant l'éclosion d'une Afrique de l'ouest économiquement forte, industrialisée, prospère, et parfaitement intégrée tant au plan interne que par rapport au système économique mondial, afin de profiter des opportunités et des perspectives offertes par la mondialisation.

Dans le cadre des objectifs et de la mission de l'entreprise, la BIDC coopère avec les organismes nationaux et sous régionaux de développement opérant dans la sous-région CEDEAO. Aux mêmes fins, elle coopère avec d'autres organisations internationales ayant un but analogue et avec d'autres institutions s'intéressant au développement de la CEDEAO.

Les principales parties prenantes

Les principales parties prenantes de la BIDC sont les suivantes :

- **Les parties prenantes internes :** Le personnel de la BIDC, le Conseil des gouverneurs de la BIDC (ministres des Finances et de l'Economie des 15 Etats membres de la CEDEAO), le Conseil d'administration de la BIDC et les chefs d'Etat de la CEDEAO.
- **Les parties prenantes externes :** la communauté des bailleurs de fonds, les institutions financières/les sociétés de gestion et d'intermédiation, les agences de notation, les organisations multilatérales/bilatérales, les médias et les Etats membres de la CEDEAO.

Objectif de la mission

La BIDC recherche les services d'une société de médias pour conceptualiser de manière créative et produire en anglais, français et portugais un documentaire d'entreprise et une vidéo pour les investisseurs axés sur les activités de la BIDC dans les Etats membres et ses réalisations.

Les principaux objectifs de cette mission sont les suivants :

Objectif 1 : présenter l'impact des investissements de la BIDC sur les communautés, les citoyens et les principales parties prenantes dans certains Etats membres de la CEDEAO.

Objectif 2 : concevoir et produire un documentaire d'entreprise en anglais, français et portugais qui présente la BIDC, ses investissements et ses interventions de développement dans certains ou l'ensemble des 15 Etats membres de la CEDEAO.

Objectif 3 : concevoir et produire une vidéo pour les investisseurs en anglais, français et portugais qui présente les activités de la BIDC dans les 15 Etats membres de la CEDEAO, ses réalisations et ses opportunités.

Mission du cabinet

Le cabinet indépendant, en sa qualité, fournira les prestations suivantes :

- Développer un plan d'action comprenant le calendrier, l'itinéraire du travail sur le terrain, les informations administratives et logistiques ;
- Visiter certains Etats membres de la CEDEAO pour documenter, interviewer et présenter les principales parties prenantes qui sont directement touchées par le financement de la BIDC ;
- Concevoir un scénario pour un documentaire d'entreprise et une vidéo pour les investisseurs ;
- Produire, y compris toutes les tâches de montage, les sorties suivantes en haute définition (HD) et conformément à la BIDC :

- Un (01) documentaire de 15 minutes avec un enregistrement sonore professionnel à un minimum de 96 kHz/24-bit pour s'adapter à la version TV et cinéma en anglais, français et portugais. Le documentaire doit inclure une courte bande-annonce de soixante (60) secondes à des fins publicitaires. **Les droits d'auteur doivent être obtenus pour toute bande sonore qui n'est pas originale de l'équipe de production.**
- Cinq (05) vidéos pour les investisseurs, chaque vidéo ayant une durée maximale de quatre (04) minutes et un enregistrement sonore professionnel à un minimum de 96 kHz/24 bits pour s'adapter à la version TV et cinéma en anglais, français et portugais. **Les droits d'auteur doivent être obtenus pour toute bande sonore qui n'est pas originale de l'équipe de production.**

Contrôle de la qualité

Le cabinet détermine et contrôle la qualité des travaux réalisés. Le contrôle de la qualité permet de s'assurer que les travaux réalisés répondent aux normes de qualité spécifiées dans le contrat afin de garantir une bonne image de l'entreprise et une bonne collaboration avec les parties prenantes et les communautés. Le cabinet sélectionné devra effectuer les tâches suivantes :

- Obtenir l'autorisation nécessaire des autorités et des parties prenantes concernées pour leur participation, avec l'assistance de la BIDC ;
- Prendre toutes les mesures pour assurer le respect des pratiques culturelles en fonction des communautés qui seront visitées.

Conseil à la BIDC

Le cabinet aura également pour mission d'apporter une assistance technique dans le pilotage de la mission.

Eligibilité

Tout soumissionnaire souhaitant manifester son intérêt à participer à cette présélection doit satisfaire au minimum aux critères ci-après :

Compétences

- Le prestataire de services doit avoir une bonne compréhension des concepts de communication et de marketing, et une bonne capacité en matière de TIC ;
- Il doit disposer d'une expérience avérée dans la production de documentaires et de vidéos d'entreprise, de la conceptualisation au montage final, avec une connaissance de l'audiovisuel et de la diffusion ; et
- Le prestataire de services doit disposer en interne de capacités rédactionnelles et de production en anglais, en français et en portugais.

Expérience

- Le prestataire de services doit être une société de renom dans la production de vidéos et/ou de documentaires d'entreprise avec à son actif **plus de trois (03) ans d'expérience ;**
- Il doit **avoir au moins deux (02) références spécifiques** en matière de la production de documentaires et/ou de vidéos d'entreprise réalisées au cours des cinq dernières années. Le cabinet présentera son portfolio et des exemples physiques de prestations similaires réalisées, en précisant les lieux, les délais, les dates de réalisation et les budgets y afférents ; et
- Il doit disposer d'une grande expérience en matière du développement de documentaires et/ou de vidéos d'entreprise.

Critères d'évaluation

Les dossiers à manifestation d'intérêt seront évalués sur la base de quatre (04) principaux critères notés sur 50 points déclinés comme suit :

1. Capacités organisationnelles et expériences générales (5 points)
2. Expérience spécifique pour la mission (30 points)
3. Équipement médiatique et logiciels à utiliser (5 points)
4. Équipe média en charge du projet (10 points)

Liste restreinte

A l'issue de l'analyse des dossiers à manifestation d'intérêt reçus, une liste restreinte d'au moins trois (03) cabinets et cinq (05) au plus sera établie. Ainsi, la demande de propositions simplifiée sera uniquement adressée à ces cabinets présélectionnés.

Méthode de sélection

Aux termes du processus de passation de marchés, un cabinet sera sélectionné sur la base de la méthode fondée sur la qualité technique et le coût.

Dépôt des dossiers

Les expressions d'intérêt peuvent être déposées physiquement ou par courrier électronique au plus tard le mercredi 13 avril 2022 à 10h00 (TU). **Aucune soumission ne sera acceptée après la date limite de dépôt.**

Soumission physique

Pour les soumissions physiques, les expressions d'intérêt doivent être soumises sous plis fermés au Secrétaire du Directeur de l'Administration et des Services Généraux, situé au bureau 505 D, 5ème étage, aile droite de l'immeuble BIDC, Lomé, Togo, BP 2704.

Les soumissions physiques doivent être présentées dans une seule grande enveloppe et doivent être identifiées comme suit :

"AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UNE SOCIETE DE MEDIAS POUR LA CONCEPTUALISATION ET LA PRODUCTION D'UN DOCUMENTAIRE D'ENTREPRISE ET D'UNE VIDEO POUR LES INVESTISSEURS DE LA BIDC"

"UNITÉ DE COMMUNICATION ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES"

Soumission par courriel

Pour les soumissions par courriel, les expressions d'intérêt doivent être envoyées à l'adresse secretariatdsg@bidc-ebid.org avec pour objet :

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UNE SOCIETE DE MEDIAS POUR LA CONCEPTUALISATION ET LA PRODUCTION D'UN DOCUMENTAIRE D'ENTREPRISE ET D'UNE VIDEO POUR LES INVESTISSEURS DE LA BIDC

Durée de la mission

La durée prévisionnelle de la mission est d'un (01) mois à compter de la signature du contrat.

Fait à Lomé, le 28 mars 2022

3ème Assemblée générale de l'alliance Sahel

Pour le renforcement des interventions au bénéfice des populations

Les représentants de l'Alliance et de ses partenaires se sont réunis à Madrid, sous la présidence du Ministre espagnol des Affaires Etrangères, à l'occasion de la 3ème Assemblée générale de l'Alliance Sahel. Fortement préoccupés par la dégradation de la situation politique et sécuritaire, l'exacerbation des crises et une situation alimentaire aggravée dans plusieurs pays du G5 Sahel, les membres se sont accordés sur les décisions permettant la continuité et le renforcement de leurs interventions au bénéfice des populations.

● Nicole ESSO

Dans son discours d'ouverture, le Ministre José Manuel Albares a rappelé l'importance de maintenir l'attention sur le Sahel : « La coordination des principaux acteurs du développement est plus nécessaire que jamais. C'est le moment pour nous, partenaires, de renouveler notre engagement pour le développement et la stabilité du Sahel, au bénéfice des populations sahéliennes. Cette Assemblée Générale est une occasion précieuse à cet égard. » Le Sahel est autant une terre d'opportunités que de défis. Bien que la région dispose d'abondantes ressources humaines, culturelles et naturelles, offrant un important potentiel de croissance et de développement, les défis profondément enracinés auxquels elle fait face affectent grandement la prospérité et la paix. De nombreuses zones dans les pays du G5 Sahel sont en proie à une montée des conflits et des tensions. Près de 2,5 millions de personnes ont fui leur foyer au cours de la dernière décennie. Environ 6.7 millions de personnes ont besoin d'assistance alimentaire en urgence, un chiffre qui pourrait atteindre 10.5 millions de personnes si des mesures ne sont pas prises très rapidement. À cette situation déjà critique s'ajoute l'impact sans précédent de la guerre en Ukraine sur le marché mondial des céréales et des fertilisants pour l'approvisionnement des pays et l'assistance destinée aux populations souffrant d'insécurité alimentaire. Enfin, la pandémie de Covid-19 a amplifié les fragilités économiques,



sanitaires et nutritionnelles auxquelles étaient déjà confrontées les populations. « Face à cette situation, il faut comprendre que si nous, pays sahéliens, sommes responsables de l'avenir de nos Etats en tant que dirigeants, nous restons dépendants de l'environnement politique, économique et financier international, sur lequel nous avons peu de prise. Aussi, la situation sécuritaire dans nos pays, nous rappelle l'urgence du développement et notre responsabilité particulière en la matière » a interpellé Mahamat Hamid Koua, Président du Conseil des Ministres du G5 Sahel, dans son allocution d'ouverture. Les membres de l'Alliance Sahel réaffirment leur volonté de rester pleinement engagés aux côtés des populations du G5 Sahel : depuis le lancement de l'Alliance en 2017, le nombre de projets qu'ils financent a triplé, tout comme les engagements financiers, passés de 7,3 à 23 milliards d'euros aujourd'hui.

Un Programme de Développement d'Urgence

La présence de l'Etat et la délivrance des services essentiels dans tous les territoires des pays du G5 Sahel,

la restauration de la cohésion sociale et de la confiance des citoyens dans leurs institutions publiques, demeurent une priorité absolue. Les membres de l'Alliance se sont fortement mobilisés pour la mise en œuvre du Programme de Développement d'Urgence (PDU) du G5 Sahel, qui ciblent les régions fragiles frontalières et concourent pleinement à cet objectif. De nouvelles phases des projets financés sont d'ores et déjà en cours d'instruction ou d'exécution, permettant un quasi doublement (514 millions d'euros à ce jour) du montant initialement mobilisé par les membres de l'Alliance au bénéfice de ce programme. Il n'y aura pas de paix et de stabilité au Sahel sans un changement profond et qualitatif des conditions de vie des Sahéliennes et des Sahéliens. Dans les prochains mois, l'Alliance Sahel poursuivra et renforcera ses efforts, de concert avec ses partenaires sahéliens, pour contribuer à ce changement. Elle pourra compter sur 3 nouveaux membres de plein exercice : le Canada, les États-Unis et la Suède. Ces nouvelles adhésions traduisent une représentativité accrue de l'Alliance et une intégration renforcée en son sein.

Canal de Suez

Trafic en hausse au cours du 1er trimestre 2022

Pour l'Égypte, le canal de Suez représente une source non négligeable de revenus, notamment de devises étrangères. Le pays, qui en a tiré 6,3 milliards \$ en 2021, s'est donné des perspectives plus larges.

L'autorité du canal de Suez (SCA) révèle que 5 303 navires ont emprunté ce couloir de navigation de janvier à fin mars 2022. Cela représente une augmentation de 15,8% par rapport à 2021, où les chiffres étaient de 4 581 navires au premier trimestre. Le trafic global sur la période s'établit à 313,3

millions de tonnes. Cette progression a été portée par une augmentation de 29,1% des dessertes de vraquiers. Les taux de fréquentation du canal pour les autres types de navires montrent que le nombre de rouliers est en hausse de 27,2%, tandis que celui des portes-conteneurs a crû de 17%. Les mouvements des cargos généraux

et des navires pétroliers ont aussi connu une hausse, respectivement de 18,1% et 6,5%. La reprise de l'industrie touristique a également fait exploser la fréquentation des navires de croisière, qui a pratiquement doublé. Ce niveau d'activité a généré des revenus qui ont atteint 1,69 milliards \$, alors que l'année dernière, ils étaient de 1,41

Marketing et leadership

Le programme SME Growth Lab forme les entrepreneurs africains

Dans le cadre de sa deuxième session de formation du SME Growth Lab, les propriétaires d'entreprise en Afrique peuvent postuler pour participer à un programme de formation sur le marketing et le leadership. Il propose aussi des séances de mentoring.

Le SME Growth Lab (SGL) est un programme d'accélération numérique conçu pour donner aux propriétaires d'entreprise des compétences numériques, des connaissances et un mentorat dans le but de transformer leurs entreprises et de stimuler la croissance économique. Pour le compte de sa deuxième session de formation, il recrute les entrepreneurs africains. Pour participer à la formation, il faut être un chef d'entreprise basé en Afrique, avoir entre 18 et 40 ans, s'engager à participer aux sessions virtuelles et aux appels de groupe et être désireux de faire du bénévolat et de participer à des événements com-



munautaires. Les candidats retenus auront la possibilité de participer à une formation commerciale intensive de 4 semaines en mai 2022. Elle portera sur le sens des affaires, les ventes, le marketing et le développement du leadership. Les partici-

pants auront également droit à des séances de mentoring avec des experts en affaires et la possibilité de nouer des partenariats stratégiques. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au mercredi 20 avril prochain.

Avec Agence Ecofin

Afrique

Africa CDC propose une formation aux journalistes des radios communautaires

Dans son rôle de surveillance et de prévention dans le domaine de la santé, Africa CDC veut impliquer les médias. Elle compte précisément sur les radios communautaires plus proches des populations.

Le Centres africains pour la surveillance et la prévention des maladies (Africa CDC), en partenariat avec l'UNESCO, l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC) - Afrique et le Réseau des médias communautaires d'Afrique de l'Est (EACOMNET) ont lancé un appel à candidatures pour un programme de formation destiné aux journalistes en service dans les radios communautaires en Afrique. La formation présentielle de 4 jours portera sur la communication en santé en Afrique, dans un lieu pas encore annoncé. Elle abordera les thématiques de l'intervention et la préparation aux situations d'urgence,



et de l'analyse du système d'information sur la santé publique. Pour être candidat, il faut être engagé dans des programmes sur la santé pour les radios communautaires en Afrique. Aussi, il faut avoir des compétences écrites et orales en anglais ou en français, les langues d'en-

seignement. La candidature doit contenir une déclaration de motivation et un bref profil indiquant l'expérience en matière de communication en santé pour les radios communautaires en Afrique. Les candidatures peuvent être envoyées jusqu'au mardi 12 avril.

Avec Agence Ecofin



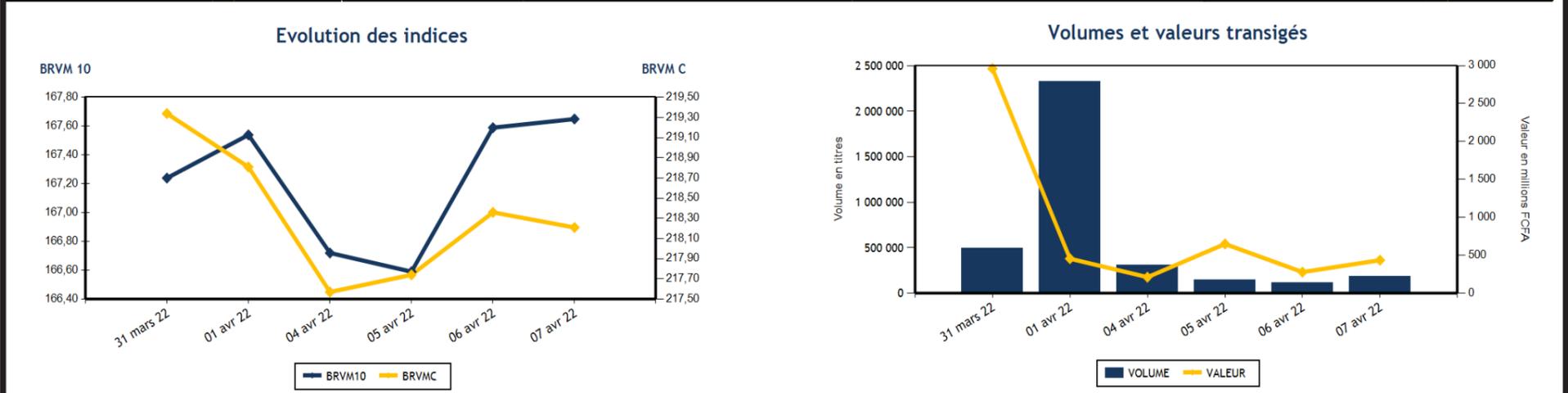
milliards \$. Pour certains experts, l'accroissement des

revenus générés par le canal n'est pas uniquement porté par la hausse du trafic, mais aussi par le récent réajustement à la hausse des frais de transit. Des augmentations de 5 à 10% des anciens frais sont en effet en vigueur pour le passage via le canal depuis le 1er mars. Le canal, en plus de son rôle stratégique dans la navigation maritime

mondiale, est un élément important pour l'économie égyptienne. En 2021, 20 694 navires l'ont emprunté, contre 18 830 en 2020, ce qui a permis au pays d'enregistrer 6,3 milliards \$ de revenus. Pour 2022, la SCA s'est fixé pour objectifs d'atteindre les 7 milliards \$.

Avec Agence Ecofin

BRVM 10	167,65	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 69 jeudi 7 avril 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	218,21
Variation Jour	↑ 0,04 %		Variation Jour	↓ -0,07 %
Variation annuelle	↑ 9,21 %		Variation annuelle	↑ 7,88 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 568 486 021 909	-0,07 %
Volume échangé (Actions & Droits)	179 689	53,46 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	408 514 509	49,40 %
Nombre de titres transigés	42	-2,33 %
Nombre de titres en hausse	14	-26,32 %
Nombre de titres en baisse	19	46,15 %
Nombre de titres inchangés	9	-18,18 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 621 802 828 392	0,14 %
Volume échangé	2 726	343,97 %
Valeur transigée (FCFA)	27 807 750	348,06 %
Nombre de titres transigés	6	-14,29 %
Nombre de titres en hausse	1	-66,67 %
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	5	25,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	1 405	7,25 %	-16,37 %
SICOR CI (SICC)	6 700	5,51 %	30,86 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	700	4,48 %	-8,50 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 895	2,91 %	35,20 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 800	2,56 %	-6,22 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	1 085	-6,47 %	27,65 %
NESTLE CI (NTLC)	6 120	-5,70 %	32,90 %
SICABLE CI (CABC)	1 100	-5,17 %	8,37 %
CIE CI (CIEC)	2 410	-3,41 %	27,18 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 505	-2,53 %	6,60 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	114,78	-1,25 %	4,24 %	14 481	56 720 665	39,67
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	520,73	0,26 %	16,01 %	8 787	52 005 245	8,66
BRVM - FINANCES	15	79,34	-0,11 %	2,87 %	96 038	158 356 184	9,91
BRVM - TRANSPORT	2	545,76	1,78 %	-12,28 %	53 036	117 248 565	9,10
BRVM - AGRICULTURE	5	285,89	0,33 %	17,50 %	2 947	15 307 445	18,26
BRVM - DISTRIBUTION	7	430,53	-0,29 %	5,67 %	3 294	7 323 950	27,27
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 789,13	-1,02 %	98,63 %	1 106	1 552 455	8,40
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

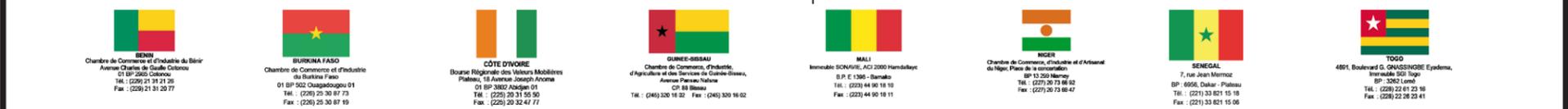
Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	12,41	
Taux de rendement moyen du marché	5,45	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,16	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	98	
Volume moyen annuel par séance	1 671 745,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 817 867 713,81	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	3,18	
Ratio moyen de satisfaction	10,08	
Ratio moyen de tendance	316,55	
Ratio moyen de couverture	31,59	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	2,16	
Nombre de SGI participantes	26	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Réseaux sociaux

Twitter teste un bouton pour corriger ses tweets

Le célèbre réseau social a annoncé mardi travailler sur un bouton pour éditer un message en cas de faute d'orthographe ou autre erreur.

Puisque tout le monde le demande... Oui, nous travaillons sur une fonctionnalité d'édition depuis l'année dernière!» a tweeté le compte de communication de l'entreprise californienne Twitter. Depuis les débuts de Twitter, ses usagers appellent de leurs vœux un outil de ce type, pour corriger les messages composés et envoyés trop rapidement. Le nouveau bouton sera d'abord testé par les abonnés à Twitter Blue, un service premium qui donne certains privilèges pour 3 dollars par mois, comme l'option d'annuler un tweet. La plateforme veut ainsi déterminer «ce qui marche, ce qui ne marche pas et ce qui est possible», a-t-elle précisé.



Image d'illustration. AFP

Elon Musk

«Non, nous n'avons pas eu cette idée grâce à un sondage», a aussi plaisanté l'entreprise, en référence au nouveau membre de son conseil d'administration, le milliardaire Elon Musk, qui a réalisé plusieurs sondages controversés sur son compte Twitter. Le patron de Tesla est devenu le premier actionnaire de Twitter en prenant une participation de 9,2%

au capital, annoncée lundi. «Nous avons envisagé les aspects pratiques (d'un bouton d'édition), mais nous ne le ferons probablement jamais», avait déclaré Jack Dorsey, le fondateur de Twitter, dans une interview au magazine Wired en janvier 2021. Il a cédé la place de directeur général à Parag Agrawal en novembre dernier.

(AFP)

Royaume-Uni

Les idoles des jeunes bannies des pubs pour les jeux de hasard

Footballeurs, stars de la télé-réalité, personnages de jeux vidéo ou encore influenceurs ne pourront plus prêter leur image aux casinos en ligne et autres salles de machines à sous britanniques.

Le Royaume-Uni va bannir à partir du 1er octobre l'imagerie de stars populaires auprès des jeunes des publicités pour les jeux d'argent ou de hasard, dans un pays où l'addiction aux paris est considérée comme un problème de santé publique.

«Tous les sportifs bien connus des moins de 18 ans»

Les réclames ne pourront plus être «très attrayantes pour les enfants ou les jeunes, en particulier en reflétant ou en s'associant à» leur culture, a expliqué mardi dans un communiqué la Commission des pratiques publicitaires (CAP), l'un des deux organes britanniques de régulation du secteur. Un «changement radical» car cette formulation «interdit tout contenu – images, thèmes et personnages – ayant un fort attrait pour les moins de 18 ans, peu importe la façon dont ils sont vus par les adultes», fait valoir la CAP dans son communiqué. Les footballeurs de haut niveau mais aussi «tous les sportifs bien connus des moins de 18 ans», les stars de la télé-réalité, les personnages de jeux vidéo ou les influenceurs populaires chez cette tranche d'âge sur les réseaux sociaux ne pourront plus prêter leur image aux publicitaires. Ces règles n'auront



Le footballeur Neymar avait par exemple conclu un partenariat avec le site Pokerstars.

pas à s'appliquer «dans les médias où les moins de 18 ans peuvent (...) être entièrement exclus de l'audience d'une annonce», précise le régulateur dans un guide d'application de la nouvelle réglementation.

Un véritable fléau qui touche de nombreux Britanniques

La CAP avait lancé en octobre 2020 une consultation sur l'impact de la publicité pour les jeux d'argent et de hasard sur les enfants, les jeunes et les adultes vulnérables, après la publication d'un rapport qui avait conclu à la nécessité de changements réglementaires pour continuer à protéger ces populations. La plupart des jeux d'argent et de hasard sont interdits au Royaume-Uni pour les moins de 18

ans. Mais environ 0,5% des adultes du pays sont considérés comme «joueurs à problèmes», soit environ 430'000 personnes. Les mois de confinement pendant la pandémie de Covid-19 n'ont fait qu'aggraver la situation pour de nombreux Britanniques cloîtrés chez eux. Ces dernières années, toute une série de mesures ont déjà été prises pour lutter contre ce fléau, de l'interdiction d'utiliser une carte de crédit pour parier, aux messages d'avertissement à la télé, en passant par la limite des paris dans les machines à sous ou le relèvement à 18 ans de l'âge pour parier à la loterie nationale. Une révision des règles sectorielles a été reportée plusieurs fois au grand dam des associations de lutte contre l'addiction.

(AFP)

L'éco en bref

La Grèce veut diminuer sa dépendance au gaz russe

La Grèce va doubler sa production de lignite (charbon) pour les deux prochaines années afin de diminuer sa dépendance au gaz russe, a annoncé jeudi le porte-parole du gouvernement grec, Yannis Ekonomou. «Le lignite est polluant et dans des circonstances normales, le gaz naturel est moins cher», a souligné le porte-parole dans un point presse. Mais, en raison de la guerre en Ukraine et du besoin pour la Grèce de diversifier son approvisionnement en énergie, la mesure sera, selon le porte-parole, «nécessaire» pour les deux prochaines années. Dépendante à 40% du gaz naturel russe, la Grèce cherche, depuis le début de l'invasion russe en Ukraine le 24 février, des solutions alternatives afin d'«assurer l'approvisionnement énergétique normal du pays», selon le Ministère grec de l'environnement et de l'énergie.



Airbus promet 1500 embauches en France d'ici à fin juin

Airbus compte recruter 1500 personnes en France d'ici à fin juin 2022, dont 800 à Toulouse, sur les 6000 embauches annoncées en janvier dernier, a indiqué jeudi l'avionneur européen. Il a précisé à l'AFP qu'il souhaitait également recruter 1500 personnes en Allemagne, 750 au Royaume-Uni, 750 en Espagne et 1500 dans le reste du monde. «A ces 1500 recrutements en France s'ajouteront aussi 1500 intérimaires et 1500 stagiaires», a indiqué la société à «La Dépêche du Midi». L'avionneur ajoute qu'il réexaminera ses besoins d'embauches à la fin du premier semestre, vraisemblablement à la hausse. Ces embauches doivent notamment accompagner la remontée en cadence de sa production après la crise du Covid-19. La paralysie du trafic aérien au début de la pandémie avait plongé le secteur aéronautique dans une grave crise, conduisant Airbus à réduire ses cadences de 40% dès avril 2020 et à annoncer 15'000 suppressions de postes, un chiffre finalement revu à la baisse. Le nombre de salariés était ainsi passé de 135'000 fin 2019 à près de 126'500 fin 2021.



Covid-19 : Hongkong défend une suspension temporaire des vols

La cheffe de l'exécutif de Hongkong, Carrie Lam (photo), a défendu jeudi une mesure consistant à interdire durant sept jours des lignes aériennes en cas d'importation de cas de Covid-19 sur le territoire, malgré les avertissements du secteur affirmant que la ville avait perdu son statut de plaque tournante du trafic aérien. L'aéroport de la ville, auparavant l'un des plus fréquentés au monde, a été largement coupé du monde depuis le début de la pandémie, Hongkong poursuivant une stricte politique sanitaire de zéro Covid, dans le sillage de la Chine. Fin mars, les autorités de Hong Kong ont annoncé la levée de l'interdiction de vols en provenance de neuf pays en raison de la colère croissante des milieux d'affaires et des Hongkongais bloqués à l'étranger. Carrie Lam a déclaré que plus de 1000 résidents par jour étaient rentrés à Hong Kong ce mois-ci, contre seulement 200 par jour auparavant. Dans le même temps, le directeur général de l'Association internationale du transport aérien, Willie Walsh, a déclaré à des médias dont Bloomberg que Hongkong était «effectivement rayé de la carte» et «va prendre un retard considérable par rapport à la reprise que nous observons ailleurs.» Six compagnies aériennes, dont Emirates et Cathay Pacific, ont vu leurs vols interdits cette semaine.

Shell va essayer 4 à 5 milliards de pertes

Le géant pétrolier britannique Shell a prévenu jeudi, que son retrait d'activités en Russie dans la foulée de l'invasion de l'Ukraine allait entraîner 4 à 5 milliards de dollars de dépréciations et charges dans ses résultats du premier trimestre, qui seront publiés le 5 mai. «Shell n'a pas renouvelé ses contrats de plus long terme pour le pétrole russe» mais le groupe est en revanche «également obligé de prendre livraison du brut acheté dans le cadre de contrats qui ont été signés avant l'invasion» russe en Ukraine, a précisé l'entreprise, dans un communiqué.

Le groupe avait annoncé fin février se séparer de ses parts dans plusieurs projets avec le géant gazier russe Gazprom, des actifs évalués à 3 milliards de dollars fin 2021 et qui avaient généré un bénéfice ajusté de 700 millions de dollars l'an dernier.

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Séminaire sur les opportunités d'affaires	12 avril 2022	En mode virtuel	BOS@AFDB.ORG
Cyber Africa Forum	9 -10 Mai 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://cyberafricaforum.com/
12e Conférence sur le commerce et l'énergie des granulés de biomasse 2022	16 - 19 Mai 2022	Tokyo (en hybride)	https://www.cmtevents.com/eventschedule.aspx?ev=220504&
Forum Africallia 2022	18-20 Mai 2022	Ouagadougou, Burkina-Faso	Téléphone : 00 229 51 10 56 54 Email : alimath.mounirou@ccib.bj
9ème édition du Sommet Africités	17-21 Mai 2022	Kisumu, Kenya	https://www.uclga.org/?lang=fr
AFRICA CEO FORUM	13-14 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://lc.cx/mw9vbW
Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA)	26 Mai -20 juin 2022	Dakar au Sénégal	Email : fiarasenegal@yahoo.com Téléphone : (+221) 33 827 18 50 / (+221) 77 642 33 36
Conférence annuelle de l'Association Africaine du Capital Investissement et du capital risque	25-29 Avril 2022	Dakar, Sénégal	avca@avca-africa.org
Foire international africaine	22-26 juin 2022	France	https://www.la-fia.com/
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	https://www.agroforestry2022.org/fr
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/

HOROSCOPE finance

Bélier Vous serez chanceux grâce au bon influx de Pluton. Les transactions financières que vous effectuerez, particulièrement celles qui engagent des étrangers ou des compagnies étrangères, seront couronnées de succès. Un voyage d'affaires se révélera très lucratif, ou un voyage d'agrément vous apportera des bénéfices inattendus.

Taureau Votre situation financière semble solide dans l'ensemble. Reste que, sous l'impact de Pluton, vous risquez de manquer de prudence. Attention à ne pas vous lancer dans des achats au-dessus de vos moyens. Evitez également de tenter des placements trop risqués, la chance n'étant pas nécessairement de votre côté.

Gémeaux Avec Saturne en cette configuration, tous ceux qui ont dernièrement fait preuve d'imprudences en matière financière vont probablement connaître quelques difficultés. Mettez de l'ordre dans vos comptes, et attendez que le Ciel se dégage sans commettre d'autres folies.

Cancer Dans le domaine matériel, vous serez sans doute plus à l'aise, soit que vous fassiez quelques bonnes affaires, soit que vous trouviez un travail plus rémunérateur. Il y aura en tout cas des projets positifs dans l'air.

Lion Votre situation financière devrait être saine et stable. Si ce n'est pas le cas, si vous êtes endetté, par exemple, profitez de cet aspect de Mercure pour mettre de l'ordre dans vos affaires. Prenez rendez-vous avec votre banquier pour renégocier vos emprunts à un taux moins élevé, ou pour étaler vos remboursements dans le temps.

Vierge Cette influence du Soleil dans l'un des secteurs de votre thème liés à l'argent devrait être positif pour vos finances. Mais il vous faudra tout de même vous méfier de la Lune. Pour l'instant, votre situation financière est saine ; mais les jours à venir pourront être un peu plus difficiles. Si vous avez des économies, évitez donc de les dépenser : il est en effet beaucoup plus sage en ce moment de vous comporter en fourmi qu'en cigale.

Balance Cet aspect de Pluton pourra momentanément fragiliser votre équilibre budgétaire, d'autant plus que Neptune, mal aspecté, n'a en général pas une influence très faste sur le plan financier. Par précaution, donc, mieux vaudra éviter de vous lancer dans des dépenses trop importantes. Si tout va bien, vous pourrez vous rattraper un peu plus tard.

Scorpion Vous aurez l'opportunité d'améliorer votre situation financière. Ce sera le moment de revoir vos placements ou d'envisager de nouveaux investissements. Ne signez rien à la légère.

Sagittaire Des problèmes matériels, vous en aurez quelques-uns, comme tout le monde ; mais ils seront sans gravité. D'ailleurs, cette fois, vous aurez la possibilité de réaliser une opération des plus fructueuses. Avant la fin de la journée, quelques-uns d'entre vous obtiendront une substantielle prime quelconque. Voilà qui vous permettra d'améliorer sensiblement votre pouvoir d'achat.

Capricorne Vous aurez envie d'engager de gros frais pour aménager et décorer votre habitation. Alors qu'il est parfaitement souhaitable d'avoir un cadre agréable pour y évoluer, il serait imprudent de faire des dépenses qui excèdent largement ses revenus ; "sachez doser la quantité de sauce suivant la quantité du riz" (proverbe vietnamien).

Verseau Journée délicate financièrement. Faites le dos rond pendant toute la journée et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

Poissons Vous aurez la possibilité d'améliorer votre situation matérielle, à condition de garder les yeux et les oreilles grand ouverts : il y aura des occasions de placement très intéressantes à saisir au vol aujourd'hui.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

Komlan KPATIDE
(+228 90 05 05 08)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Eyram AKAKPO
Bernard AFAWOUBO

Nicole ESSO
Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM
Kodji GATOR JOE

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
N° 05/2022/A.O/COM/UEMOA

Date de Publication de l'avis : 18 mars 2021

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la sélection d'un prestataire en vue de la réalisation et de la diffusion d'un film documentaire sur la politique communautaire de la concurrence au profit de l'UEMOA.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé en vue de la réalisation et de la diffusion d'un film documentaire sur la politique communautaire de la concurrence au profit de l'UEMOA.
3. Les prestations sont regroupées en un seul lot.
4. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les sociétés spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises pour la réalisation et la diffusion d'un film documentaire sur la politique communautaire de la concurrence, objet du présent appel d'offres.
5. Le délai d'exécution du contrat est de soixante (60) jours.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- une quittance d'achat du dossier d'appel d'offres ;
- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois (03) mois ;
- une attestation originale ou certifiée conforme, justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
- une attestation originale ou certifiée conforme de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
- Une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

La non-production d'une pièce administrative ou sa non validité ne conduit pas à l'élimination de l'offre du soumissionnaire. Cependant, ladite pièce doit être produite avant l'attribution du marché.

6. Les soumissionnaires intéressés à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires auprès de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessous :

**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers**

Personnes à contacter :

- **M. Brice SIB** Tel.: +226 25 31 86 40 poste 87 30, Email : bsib@uemoa.int
- **M. Abdoulaye Domboué COULIBALY**, Email : adcoulibaly2@uemoa.int

7. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction du Secrétariat de la Commission, des Archives et Documentation et (DSCAD) De la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou, ou dans les différents Bureaux de Représentations de l'UEMOA** contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de **vingt mille (20 000) Francs CFA**.
8. Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le mardi 19 avril 2022 à 9 h 30, heure locale**, accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de deux cent mille (200 000) FCFA. L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.
9. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture.
10. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie dudit appel d'offres.

**Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers
et par délégation,
Le Directeur de Cabinet,**

Alioune THIOUNE



Grands marchés du Togo

L'ATFS lance un projet à l'endroit des femmes commerçantes

L'Association Togolaise « Femmes et Sida » (ATFS) en partenariat avec le Fonds de développement pour la femme africaine (AWDF) procède au lancement du projet « Appui à la protection des femmes commerçantes des grands marchés du Togo ». C'était le mercredi 06 avril 2022 à Lomé en présence des femmes commerçantes et représentantes de groupements de femmes du secteur.

● Junior AREDOLA

Le projet prévu pour durer deux ans vise le renforcement des connaissances et capacités des femmes commerçantes des différents marchés et les femmes entrepreneurs en leadership, gestion d'entreprise et droits économique afin de leur permettre de mener des actions collectives pour développer et gérer durablement leurs activités. Il s'agit, selon la Directrice exécutive de l'ATFS Eléonore Napokoura, d'informer, former, et faire des plaidoyers et rassurer les femmes de l'appui des principales parties prenantes dont le ministère en charge



de la promotion de la femme du Togo, de l'économie et tous les services impliqués dans la gestion du marché au Togo. Des émissions de sensibilisation avec pour objectifs de faire entendre les voix de ces femmes par des actions collectives se-

ront organisées à travers des médias qui ont également un rôle très important dans la mise en œuvre dudit projet qui cible aussi les leaders masculins. L'Association togolaise « femmes et sida » (ATFS) entend à travers les résultats du projet contribuer au Plan national de développement (PND) au Togo et la feuille de route gouvernementale 2020-2025. L'ATFS a été créée en 1992 par un groupe de femmes dans le souci de lutter contre les différentes formes de violences faites aux femmes et jeunes filles ; renforcer leur position sociale et promouvoir leurs droits humain et économique.



Festival la Marmite

La cuisine togolaise et africaine à l'honneur du 10 au 15 mai à Lomé

Cuisine africaine : les enjeux du consommer local et les nouveaux modes d'alimentation". C'est le thème qui va réunir, du 10 au 15 mai prochain, une vingtaine de chefs togolais et africains à Lomé, dans le cadre du festival gastronomique et culinaire dénommé : " FESMA" ou « Festival la Marmite ».

Ce festival, expliquent ses promoteurs, a pour ambition de réunir le temps d'une semaine ; public, professionnels, institutionnels et amateurs, autour de la valorisation du patrimoine gastronomique togolais et africain. Il sera question, au cours de cette fête de la gastronomie d'informer, de rassembler, de fédérer autour des saveurs locales, en faisant la promotion des produits du terroir, expression de valeurs traditionnelles. Ce festival va également faire la promotion de nouveaux modes d'alimentation qui préservent la santé et s'inscrivent dans le développement durable. "La démarche est par ailleurs de créer un événement culturel inédit et fédérateur, de référence au Togo. Un événement inscrit à l'agenda international de façon périodique, à l'instar des festivals de mode, de cinéma ou encore de la musique auxquels sont associés les noms de certaines capitales africaines", insistent les promoteurs. Faire découvrir et partager au grand public la qualité et les valeurs



de la cuisine togolaise et africaine, valoriser les savoir-faire culinaires des régions du Togo, fédérer le public, les passionnés de cuisine, les producteurs, les paysans, les acteurs du monde culinaire, les institutionnels et les entreprises, connecter les acteurs de l'écosystème agroalimentaire, amorcer la réflexion sur la mise en place d'une démarche qualité de la cuisine togolaise et africaine avec la création d'un label d'excellence. Tels sont les grands enjeux de cette rencontre, axée gastronomie. Une vingtaine de chefs togolais et étrangers et près de 100 exposants sont attendus à Lomé. Ils sont des chefs,

cuisiniers, restaurateurs, hôteliers, producteurs, transformateurs, industriels, distributeurs... Il est aussi annoncé, la participation de plus de 50 institutions de la place à l'instar des ministères, des partenaires techniques et financiers, des investisseurs... et plus de 50 000 visiteurs. Le FESMA, c'est aussi des colloques, des rencontres B to B et Networking, des Masters Class, ateliers, formations, sensibilisations, stands de dégustation de produits et mets locaux, une foire culinaire et exposition et une soirée de Gala VIP et de découverte.

©AfreePress

Sport

L'Association A.V.E plaide pour le retour des fondements du Vivre Ensemble

Après son lancement officiel, le 24 mars 2022, l'Association Apprenons à Vivre Ensemble (A.V.E) met le cap sur la sensibilisation sur le terrain. Mardi 5 avril 2022, elle a initié, en collaboration avec le ministère des Sports et des Loisirs, une journée de réflexion axée sur le thème : « Les fondements du Vivre Ensemble par le sport ».

Objectif, sensibiliser les acteurs sportifs, représentants des institutions et journalistes, sur les valeurs « cardinales » du vivre ensemble gage d'une paix durable et d'un développement harmonieux d'une nation. Deux communications ont meublé cette journée de réflexion. La première présentée à l'ouverture travaux, a été présidée par la ministre des Sports et des Loisirs, Dr Lidi Bessi-Kama et animée par le président de l'association A.V.E, AME-

DODJI Yao Blaise. Elle a porté sur le thème : « Le Vivre Ensemble : Qu'est-ce que c'est ? Qui est concerné ? Quels facteurs de succès ? Quels écueils à éviter ? Comment y arriver ? ». Pour le Doctorant en sociologie urbaine et innovations sociales et Directeur de la Radio TAXI FM, le Vivre ensemble, est avant tout, l'acceptation de l'autre, le respect et la reconnaissance envers autrui. « Notre rencontre d'aujourd'hui a pour acquis les connaissances et



compétences nécessaires pour promouvoir le resserrement de nos liens sociaux à travers le vivre-ensemble gage d'un développement durable de toute la communauté notamment par l'éducation et le sport. Pour une société juste et équitable, a-t-il ajouté, il faut nécessairement vaincre l'individualisme, anéantir complètement les « monstres hideux » que sont : la jalousie, l'envie, le manger seul, la félonie, le djihadisme, le terrorisme, la sorcellerie qui détruisent

les familles. La deuxième présentation, axée sur "le Vivre Ensemble par le Sport porteur de valeurs républicaines" a été animée par Dr. Napo GNANE Moncaïla, Maître-Assistant en sociologie de communication à l'Université de Lomé. Celui-ci a ressorti les fondements du vivre ensemble ainsi que les valeurs républicaines que véhicule le sport, un ensemble d'activités physiques.

©AfreePress

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires	
Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%/%

Principaux fournisseurs (% des importations)	
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles
https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance



Salon Monétique Régional 7^e EDITION

Du 26 au 27 octobre 2022

 **Dakar, Sénégal**



AU PROGRAMME

EXPOSITION ● WORKSHOP ● FORUM
GALA & AWARDS ● VISITE DE SITES TOURISTIQUES

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT

 Tél : +221 33 869 95 95

 salonmonetique@gim-uemoa.org

FONi 2022

FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION
DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION

INTERNATIONAL FORUM FOR INTERMEDIATION
DIGITAL AND INNOVATION

**Du 28 au 29 Avril 2022
à l'Hôtel 2 Février à Lomé au Togo**

foni.afrikcreances.com

